

ANNEXE III
Liste des pays ayant conclu un accord avec les Etats-Unis
sur la Cour Pénale internationale

Source : Amnesty International

Pays (mis à jour le 4 novembre 2003)

Autres informations

Afghanistan*

Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)
Accord ratifié par le Parlement

Albanie*

Antigua-et-Barbuda*

Accord ratifié par le Parlement

Azerbaïdjan

Bahreïn^

Bangladesh^

Bhoutan

Lettre ouverte d'Amnesty International au roi du Bhoutan (en anglais)

Bolivie*

Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en espagnol)

Bosnie-Herzégovine

Communiqué de presse d'Amnesty International avant la signature

Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)
Accord ratifié par le Parlement

Botswana*

Cambodge*

Colombie*

Côte d'Ivoire^

Djibouti*

Egypte^

Gabon*

Gambie*

Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)
Accord ratifié par le Parlement

Géorgie*

Lettre ouverte d'Amnesty International au président (en anglais)
Accord ratifié par le Parlement

Ghana*

Guinée*

Guinée équatoriale

Honduras*	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement avant la ratification (en espagnol)</u> <u>Communiqué de presse d'Amnesty International sur la ratification par le Parlement</u> Accord ratifié par le Parlement
Inde	<u>Communiqué de presse de la section indienne d'Amnesty International après la signature (en anglais)</u>
Israël^	
Kazakhstan	
Koweït^	
Libéria^	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International au Transitional Chairman (en anglais)</u>
Macédoine*	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)</u> Accord ratifié par le Parlement
Madagascar^	
Malawi*	
Maldives	
Maroc^	
Marshall (Iles)*	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)</u>
Maurice*	
Mauritanie	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement</u> Accord ratifié par le Parlement
Micronésie	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)</u>
Mongolie*	
Mozambique^	
Nauru*	
Népal	Le Népal n'a pas de Parlement à l'heure actuelle
Nicaragua	<u>Action urgente d'Amnesty International appelant le Parlement à ne pas approuver l'accord</u> Accord ratifié par le Parlement
Nigéria*	
Ouganda*	<u>Communiqué de presse d'Amnesty International priant instamment le président de ne pas signer l'accord</u> <u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)</u>

Ouzbékistan [^]	
Pakistan	
Palaos	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)</u>
Panama*	Accord ratifié par le Parlement
Philippines [^]	
République démocratique du Congo*	
République dominicaine [^]	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en espagnol)</u>
Roumanie*	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en anglais)</u>
Rwanda	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement</u>
Salomon [^]	
Salvador	<u>Lettre ouverte d'Amnesty International aux membres du Parlement (en espagnol)</u>
Sénégal*	
Seychelles [^]	
Sierra Leone*	<u>Communiqué de presse d'Amnesty International après la ratification par le Parlement</u> <u>Lettre ouverte d'Amnesty International au président (en anglais)</u> Accord ratifié par le Parlement
Sri Lanka	
Tadjikistan*	Accord ratifié par le Parlement
Thaïlande [^]	<u>Communiqué de presse d'Amnesty International après la signature</u>
Timor-Leste*	
Togo	
Tonga	
Tunisie	
Tuvalu	
Zambie*	

* Etat partie au Statut de Rome de la Cour pénale Internationale. En signant des accords d'impunité, ces Etats violent les obligations internationales qui sont les leurs aux termes du Statut de Rome.

[^] Etat signataire du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. En signant des accords d'impunité, ces Etats violent l'obligation internationale qui leur impose de ne rien faire pour contrevenir à l'objet et à la finalité de ce traité.

Les Etats qui ne sont pas parties à la Cour pénale internationale sont eux aussi susceptibles de violer leur obligation internationale consistant à remettre à la justice les responsables présumés des pires crimes qu'ait connus l'humanité.